



Direction départementale de la Protection des  
Populations de la Drôme  
Service protection de l'environnement  
Dossier suivi par : Sylvie BÉOLET  
Tél. : 04 26 52 21 61  
fax : 04 26 52 21 62  
mail : ddpp@drome.gouv.fr

PRÉFET DE LA DRÔME

- 3 AVR. 2015

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2015093 - 0014**

**PORTANT MISE EN DEMEURE**

**AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**à l'encontre de l'EARL du Col de Lunel dont l'élevage de volailles est  
situé Col de Lunel à SOYANS**

**Le Préfet de la DRÔME  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'élevages relevant du régime de l'autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°10-2521 du 22 juin 2010 délivré à Monsieur EYMERY Serge pour l'exploitation de 2 bâtiments permettant d'élever 43 800 animaux-équivalents sur la commune de Soyans concernés notamment la rubrique 3660-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014217-0031 du 5 août 2014 délivré à l'EARL du Col de Lunel (anciennement Serge EYMERY) pour l'exploitation de 3 bâtiments permettant d'élever 73 790 animaux-équivalents sur la commune de Soyans concernés notamment la rubrique 3660-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Drôme en date du 7 janvier 2014 suite à la visite de l'élevage du 19 décembre 2013 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 8 janvier 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**VU** le courrier de l'inspection du 24 février 2015 rappelant à l'EARL du Col de Lunel les échéances pour remédier aux faits contraires aux prescriptions applicables relevés sur son exploitation ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 10 mars 2015 informant l'inspection que la réserve incendie serait installée dès que l'état des terrains le permettrait ;

.../...

**CONSIDERANT** que lors de l'examen des éléments en sa possession, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Les moyens de protection externe contre l'incendie n'avaient toujours pas été mis en place ;

**CONSIDERANT** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 18 des arrêtés préfectoraux susvisés et que l'EARL du Col de Lunel n'a pas mis en place à échéance les moyens permettant de mettre son installation en conformité avec la réglementation en vigueur. ;

**CONSIDERANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'EARL du Col de Lunel de respecter les prescriptions dispositions de l'article 18 de son arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que l'installation d'une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> est prévue dans l'article 18 de ce même arrêté susvisé ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'EARL du Col de Lunel est mis en demeure :

- d'installer une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> conformément à l'article 18 de son arrêté d'autorisation d'exploiter en vigueur,

**au plus tard 3 mois après la notification du présent arrêté.**

**ARTICLE 2** : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.


**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera notifié à l'EARL du Col de Lunel pour son site situé Col de Lunel à Soyans. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Soyans et tenue à disposition du public.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme et Monsieur le Directeur de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Soyans
- EARL Col de Lunel

Fait à Valence, le **- 3 AVR. 2015**

Le Préfet,

 Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES